



ECOLE FRANCAISE DE BELGRADE
Kablarska 31-35 - 11000 Belgrade - SERBIE
Tél. : 00.381.11 369 17 62 / Fax : 00.381.11 265 30 99
|
site: www.efb.rs | e-mail: efb.admi@efb.rs |
facebook : <http://www.facebook.com/francuskaskola>



Compte rendu du Conseil de gestion numéro 5 du mardi 21/12/2020

Réunion organisée sous forme virtuelle compte tenue de la situation liée au Covid 19

Liste des présents :

Membres avec voix délibérative :

- M. François ALLAIN, personne qualifiée, Président,
- Mme Anne-Sophie SEVERIN, Vice-Président,
- M. Etienne DELAIGUE, parent élu, Trésorier,
- M. Julien ICHE, parent élu,
- M. Kevin BOJIC, représentant des personnels, membre élu (Arrivé à 18h30)
- Mme Julie HEAM, parent élue, Secrétaire,
- Mme Nathalie Rogon, parent élue
- M. Bojan MITROVIC, parent élu,
- M. Paul PRESSET, parent élu, arrivé à 17h45

Membres avec voix consultative :

- M. Manuel BOUARD, Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle
- M. MARTINOVIC, Directeur exécutif,
- Mme Christine CHOURRE, Proviseure de l'École Française de Belgrade
- Mme Nathalie GUERGUINOV, Directrice de l'École Française de Belgrade,
- Mme BOURGIN, Consule,

Excusés :

- M. Roland JANKOVIC, parent élu, donne procuration à M. DELAIGUE
- M. Olivier BRESSARD, Trésorier Adjoint, donne procuration à M. Allain

17h30 début de réunion.

Voix exprimables en début de session : 9

Voix exprimables en cours de session 11

Mot du président :

M. Allain présente l'ordre du jour au CG pour validation.

I. Adoption des procès-verbaux du CG numéro 4 du 10 novembre 2005

Décision du comité de gestion :

Votants : 9

Pour : 8

Contre : 0

Abstention : 1

Décision : Le PV numéro 4 du 10 novembre 2020 est adopté

II. Point de situation sur les mesures sécuritaires et sanitaires à l'école

Mme la Provisure commence par un point de situation sur les dernières mesures prises par l'établissement suite aux différents cas de contamination au Covid 19 survenus au sein du bâtiment administratif, mesures qui ont amené à la mise en œuvre de l'enseignement à distance de façon anticipée. La décision d'une rentrée différenciée, avec une semaine en distanciel entre le 11 janvier et le 18, puis un accueil reprenant en demi-groupes présentiel a été prise de façon à prévoir une semaine de quarantaine de l'ensemble des élèves avant le retour en classe.

Bien que les membres du CG regrettent un manque d'information et/ou de concertation entre eux et la direction, cette dernière précise qu'elle ne fait qu'appliquer les directives et recommandations—tant de l'AEFE, que des autorités serbes et que la fermeture et la réouverture de l'établissement ne relèvent pas des compétences du CG mais de celles du chef d'établissement en accord avec l'ambassade et l'AEFE.

Concernant les mesures de sécurité préconisées pour l'établissement, les devis et contacts sont toujours en cours de réalisation, avec une estimation de coûts à environ 38 000 €. Les discussions à ce sujet seront poursuivies lors du prochain CG, avec des données actualisées.

III. Point sur les commissions :

- Commission Passage en entité serbe

M. Martinovic indique que la procédure est en bonne voie, une réponse du magistrat en charge du dossier est parvenue à l'établissement qui dispose de 8 jours pour transmettre un ensemble de documents, ce qui devrait être réalisé dans les délais.

Il reste des documents administratifs internes à élaborer pour être en totale conformité avec les obligations légales nationales.

Cela dit, il est également précisé que ce passage en entité serbe peut avoir des incidences concernant certains contentieux en cours, et que ce nouveau statut pourrait entraîner différentes difficultés qu'il conviendra d'anticiper.

- Commission immobilière

La commission immobilière poursuit son travail. Une étude de financement a eu lieu et il apparaît qu'une option d'achat serait difficile à envisager dans les conditions financières actuelles avec l'intervention d'un établissement bancaire. Ce constat a orienté le travail de recherche de la commission vers une solution alternative qui consisterait à passer par la construction via un promoteur et négocier un bail avec option d'achat.

Par ailleurs, une réunion avec l'AEFE et les services de l'Ambassade s'est tenue, réunion au cours de laquelle il semblerait qu'un dispositif d'accompagnement via le service d'experts immobiliers de l'AEFE pourrait être envisageable, dispositif qui intégrerait tant un monitoring sur la réalisation d'un business plan, que l'éventuelle mise en place d'une garantie d'Etat pour les emprunts réalisés.

Une nouvelle positive dans la mesure où l'AEFE réaffirme son soutien dans le projet initial d'achat « direct », indiquant que la solution alternative pourrait avoir un coût sensiblement plus important pour l'établissement. Ainsi, elle estime nécessaire la réalisation d'une étude, permettant une vision claire des différentes options et de leurs coûts associés.

Ce dernier point pose question à certains membres du CG, qui s'interrogent sur la pertinence de la réalisation de cette étude considérant d'une part que la question du déménagement de l'école est un thème qui fait débat depuis de nombreuses années, que la réalisation d'une telle étude ne ferait que retarder de nouveau l'avancée de ce dossier, et d'autre part que cela pourrait avoir un coût, non négligeable, qui sera à la charge de l'école.

Il est rappelé que dans la mesure où l'AEFE intervient financièrement dans la structure – prise en charge d'une partie de la masse salariale – elle a un droit de regard sur son organisation et ses projets, pour en évaluer la pertinence et elle souhaite pouvoir évaluer par anticipation l'impact sur l'augmentation des frais de scolarité. Le COCAC présent à la réunion avec l'AEFE cite le cas de l'école de Bucarest qui pour l'AEFE est un projet de délocalisation réussi.

Suite à la discussion, il est décidé qu'un dossier reprenant l'ensemble des éléments et différentes options envisagées, incluant points positifs et négatifs, sera réalisé et proposé à l'AEFE courant janvier. Il est également précisé que le directeur exécutif ainsi que la commission doivent continuer leur travail pour identifier une solution immobilière adaptée à l'école.

IV. Questions financières et budget

- Bilan de l'année et présentation des orientations budgétaires 2021

Remarques : Cette discussion a pour objet la présentation des grandes orientations du budget 2021. Le budget définitif ne sera voté que fin janvier.

Le trésorier met au regard le budget de l'année qui s'achève. Il est précisé que pour la deuxième année consécutive l'école accuse une perte budgétaire (45 000 €), principalement liée aux conséquences de la situation sanitaire, qui n'a pas pu permettre à l'établissement de proposer des activités périscolaires d'une part ni d'avoir un système de cantine et garderie, qui sont des postes importants de recettes.

Cette année est marquée par une baisse des recettes (- 12%) et par une baisse des dépenses de manière corrélative (- 11%). Elle est également impactée de manière significative par les

contentieux en cours, qui impactent le budget à hauteur de 240 000 € pour constitution de provision supplémentaire.

Le budget proposé pour l'année 2021 est prudent, incluant une reprise des activités périscolaires en septembre 2021 seulement et un gel de l'augmentation des frais de scolarité pour 2021 en comptant sur une stabilité du nombre d'élèves inscrits. Les charges liées à la nouvelle maternelle (estimées à 130 000 euros annuels) - un véritable produit d'appel pour augmenter le nombre d'élèves dans ce niveau – sont absorbés. Une nouvelle fois les investissements relatifs aux mises à niveau sécurité augmentent et ne peuvent être compensés. Une part du budget sera consacrée à la communication, clef de voute de l'attractivité de l'école et notamment de la maternelle.

Des sources d'économie sont envisagées sur différents postes, notamment avec la salle de sport de Mydan (qui accueille les enfants du premier et du second degrés).

En conclusion, le budget proposé pour l'année à venir est élaboré sur la base d'une estimation prudente, il est précisé qu'il n'y a pas de grandes marges de manœuvre. Les conséquences budgétaires de la crise sanitaire ne permettront pas de constituer, cette année, de réserves.

- Discussion concernant les frais de scolarité

Comme précisé, la proposition de budget 2021 n'intègre pas d'augmentation des frais de scolarité pour l'année 2021, ce qui est une démarche assez inédite puisque les coûts de fonctionnement de la structure augmentent inévitablement chaque année. Une démarche qui, bien qu'elle ait un impact certain sur le budget, anticipe les difficultés rencontrées par les familles. Cette décision est mise en discussion au CG.

Différents membres du CG évoquent la question d'un « geste » à réaliser envers les familles compte tenu des contraintes liées aux conditions sanitaires qui impliquent un accueil des enfants dégradé. Le mécontentement de certains parents est évoqué, bien que la direction indique n'avoir reçu récemment aucun élément en ce sens et que la dernière communication aux familles n'a fait l'objet d'aucun retour écrit.

Une nuance est apportée sur le mécontentement des familles qui se sont adressées aux membres du CG, qui révèle différentes problématiques notamment d'ordre organisationnel et liées à la disparité des approches pédagogiques des enseignants. Dans ce cadre, il ne relève pas du CG ni de ses membres de discuter de la qualité de l'enseignement à distance, les

questions pédagogiques sont de la compétence de l'équipe de direction, comme le rappelle le COCAC.

Sans ignorer la remarque précédemment mentionnée, la discussion s'ouvre la nature du « geste » qui pourrait être mis en place et adopté. Tous les membres du CG sont d'accord pour dire qu'une non-augmentation des frais de scolarité pour l'année à venir serait une bonne décision, Mme la Consule indique à ce sujet que la décision doit être prise avant février, afin de satisfaire aux contraintes imposées par le dispositif des bourses.

Tous conviennent qu'un geste serait positif, mais financièrement délicat, et le but n'est pas de mettre la structure en difficulté. À titre d'exemple, la non-facturation d'un mois de scolarité aurait un impact d'environ 280 000 € sur les revenus de l'école.

Cette discussion n'est pas close, les membres du CG s'engagent à poursuivre la réflexion à ce niveau toujours en tenant compte des différentes contraintes et de l'évolution de la crise sanitaire.

Une réunion en janvier est prévue pour la finalisation de la question budgétaire.

V. Point sur les contentieux

Compte tenu de la spécificité des questions liées aux contentieux, qui nécessitent un temps de réflexion important et des éléments de contexte à fournir aux membres du CG, il est convenu qu'un CG dédié leur sera consacré début janvier.

VI. Questions diverses

- Question d'un membre du personnel au Conseil de gestion

La question posée au CG est la suivante :

« Je souhaiterais poser une question au Président : le gouvernement serbe recommande aux employeurs de ne pas faire de prise sur salaire aux malades du Covid, est-ce que cela pourrait être mis en place chez nous ? A l'EFB, depuis juillet 2016, quand un employé local dépasse 7 jrs de congé maladie, il y a une prise sur salaire de 35 %; je souhaiterais savoir si cela pouvait ne pas être fait cette fois-ci pour les malades du Covid19, comme cela est recommandé »

Il est précisé qu'il s'agit d'une recommandation de la part du gouvernement et non d'une obligation, que les salariés de l'établissement disposent par ailleurs déjà de 7 jours couverts à 100 %, et les membres du CG conviennent qu'il serait délicat d'instaurer une sorte de « classification des maladies », dont certaines donneraient droit à des avantages et d'autres non.

Les membres du CG sont invités à voter sur la mise en place de cette recommandation au profit des salariés de l'établissement.

Décision du comité de gestion :

Votants : 11

Pour : 1

Contre : 10

Abstention : 0

Décision : Le Conseil de gestion rejette la demande faite.

Mme Rogon quitte la séance à 20 h 10 – Restent 10 votants.

- Point RH – recrutement d'un contrat civique

La direction souhaite mettre au vote le recrutement d'un contrat aidé (service civique) supplémentaire qui viendrait renforcer l'équipe de maternelle et primaire à compter de janvier 2021, compte tenu du fait que la relocalisation de la maternelle va nécessiter une présence accrue de personnel.

Décision du comité de gestion :

Votants : 10

Pour : 10

Contre : 0

Abstention : 0

Décision : Le Conseil de gestion valide le principe de l'embauche d'un nouveau service civique.

Plus aucune question n'est à porter à la connaissance du Conseil de gestion, le président met fin à la réunion à 20 h 20.

François Allain,
Président du CG



Julie HEAM,
Secrétaire du CG

